

Transrural

initiatives

n°450 / novembre 2015 / 9 euros

- « JE NE ME REPRÉSENTERAI PAS »
- « LA NATURE EST MISE À PRIX POUR MIEUX LA PROTÉGER »
- CULTIVER UN JARDIN ET DES IDÉAUX



Dossier

**LES JEUNES VEULENT-ILS ENCORE REPRENDRE
LA FERME DE LEURS PARENTS ?**

Transrural initiatives

revue mensuelle d'information agricole et rurale publiée par l'Agence de diffusion et d'information rurales (Adir), association d'édition de l'AFip, de la FNCivam, du MRJC et de la CNFR.



L'Association de formation et d'information pour le développement d'initiatives rurales (Afip) est un réseau associatif composé de sept structures réparties sur le territoire national. De la médiation au développement d'activités, l'AFip est un acteur du milieu rural ayant une approche territoriale en portant et militant pour les valeurs du développement durable notamment sur le pilier social.



Le réseau des Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (Civam), ce sont plus de 200 associations qui défendent depuis plus d'un demi siècle des enjeux tels que la préservation de l'environnement, l'offre d'aliments de qualité, l'élaboration d'un autre modèle énergétique, la promotion d'une agriculture durable, le maintien d'un monde rural facteur de cohésion sociale.



Lieu de rencontres, d'échanges et vecteur d'intégration socio-économique, le Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC), propose aux jeunes de treize à trente ans vivant à la campagne ou qui l'envisagent, de s'engager avec d'autres pour l'amélioration de la qualité de vie, de leur environnement et de la société qui les entoure par l'action, la réflexion, la recherche de sens et la formation.



La Confédération nationale des Foyers ruraux (CNFR) fédère des associations qui se reconnaissent dans les valeurs de l'éducation populaire et qui contribuent à ce que les territoires ruraux restent des espaces de vie et de solidarité, promeuvent le fait associatif et contribuent à l'émancipation des individus, tout en luttant contre la fracture sociale et l'isolement des individus.

Directrice de publication : Isabelle Barnier - **Équipe**

de rédaction permanente : Hélène Bustos, Fabrice

Bugnot - **Ont participé à ce numéro :** Patrick

Beauvillard, Maxime Bergonso, Jean-Marc Bureau,

Michel Carré, Thibault Chatelain, Arnaud Cleenewerck,

Simon Coutand, Gautier Félix, David Fimat, Delphine

Girard, Sarah Holmes, Goulven Le Bahers, Arnaud Leder,

Ludovic Mamdy, Pierrick Monnet, Élise Nerbusson, Cécile

Praly, Mathieu Salvy et Alexiane

Spanu.

Notes de lecture et revue de

presse : Alain Chanard

Impression : Evoluprint, Bruguière

Administration / Rédaction :

7bis, rue Riquet - 75019 Paris

Tél. 01 48 74 52 88

Site internet : www.transrural-initiatives.org

Mail : transrural@globenet.org

CRÉDIT PHOTO DE LA COUVERTURE : JÉRÔME CHABANNE

Reproduction autorisée sous réserve de demande

— n°CPPAP : 0620G86792 — ISSN : 1165-6166 —

Dépôt légal : novembre 2015.

vivre ensemble

Initiatives

- 4 Une nouvelle association au chevet de la ruralité
- 4 Bienvenue aux Citoyards !

Société

- 5 Une commune corrézienne accueille des demandeurs d'asile

Démocratie

- 7 « Je ne me représenterai pas »
- 8 Faire école sans se poser en modèle

Agriculture

- 9 Nouvelles règles pour les cotisants solidaires

ménager les ressources

Environnement

- 10 « La nature est mise à prix pour mieux la protéger »

Agriculture

- 12 Le conseil et la formation agricoles à la mode OCDE

Quatrième de couverture

Cette photographie de Bertrand Desprez est tirée de la série *Paysages et Sports* et s'inscrit dans le projet France(s) territoire liquide, une mission photographique indépendante lancée en 2010. Dans ce travail, le photographe s'attache à décrire les espaces du sport qui ressemblent souvent davantage à des sites industriels où des gens travaillent qu'à des lieux dédiés aux loisirs. Des espaces qui peuvent d'ailleurs littéralement investir d'anciens sites industriels, comme ici la mine à ciel ouvert de Sainte-Marie, dans le Bassin carmausin (Tarn), qui cessa définitivement son activité en 1997 et fut reconvertie en parc d'activités, proposant notamment du ski sur piste synthétique...

Plus d'infos sur le travail de Bertrand Desprez : <http://bertranddesprez.com>.



un autre développement

Initiatives

- 13 Un retour à la nature maîtrisé
- 14 Faciliter l'approvisionnement local des cantines

Agriculture

- 15 La contrainte, moteur de l'agro-écologie ?
- 16 Cultiver un jardin et des idéaux

Chronique

- 18 La guerre des mots — acte VIII

(Ré)abonnez-vous à *Transrural initiatives* sur la boutique en ligne de la revue

En piste pour la Cop21, l'État ne doute de rien

Le 29 octobre dernier, la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire lançait un avis d'appel public à la concurrence pour des « travaux de débroussaillage, rétablissement d'accès et clôtures de la desserte routière de l'aéroport du Grand Ouest. » L'annonce précise : « origine du financement : 50 % État - 50% Syndicat mixte aéroportuaire » et, « à titre indicatif : les travaux se dérouleront à partir de 2016 ». Le lendemain, la préfecture de Loire-Atlantique annonçait la reprise des travaux du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Projet qui aurait pourtant pu revenir sur le devant de la piste de bien meilleure manière cet automne. En effet, ce mois-ci sort en salle *Le dernier continent*¹.

Ce film documentaire de Vincent Lapize propose un portrait de la Zad (« Zone à défendre ») empreint d'une grande sensibilité. En se focalisant sur les expulsions de l'automne 2012 – l'avant, le pendant et l'après –, le réalisateur nous livre une réflexion, au fil des saisons et au cœur du bocage, sur le rapport à la nature et l'utopie dans notre société. Et c'est bien de cela qu'il s'agit dans la lutte contre l'aéroport et son monde. Arrivé par curiosité sur la Zad, Vincent Lapize y aura passé près d'une année, entre le printemps 2012 et le printemps 2014, le plus souvent sans caméra. Celui qui avait commencé à filmer « comme pour faire des archives », repartira avec 70 heures de rush et 15 heures d'entretien audio, matériau à partir duquel il donnera corps, avec son équipe, à cette expérience politique, quotidienne et humaine qu'est la Zad, sans prétendre à l'objectivité.

Qui pourrait d'ailleurs prétendre à l'objectivité ? L'État et les responsables politiques favorables au projet ? Certainement pas si l'on considère que ces dernières années, « [ils n'ont fait que] marteler leurs arguments indépendamment des objections qui leur sont adressées, [démontrant] par là même qu'ils ne sont pas tant les garants de l'intérêt général que les partisans d'un ordre social productiviste. »² L'annonce de la reprise des travaux à quelques jours de l'ouverture de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques, la 21^e du nom, est un « signal fort » de fermeté et d'autorité. Alors que la direction régionale de la chambre de commerce et d'industrie s'en réjouit, ce « signal fort » ne vient-il pas achever de débroussailler l'étendue déjà clairessemée des ambitions pour cette conférence climat ?

HÉLÈNE BUSTOS, RESPONSABLE DE RÉDACTION

¹ - *Le dernier continent* – produit par Réel Factory & À Perte de Vue – sortie en salle le 11 novembre – Plus d'infos sur le film et la programmation : <http://lederniercontinent.tumblr.com>.

² - *La bataille de Notre-Dame-des-Landes - éléments de langage* – L'Harmattan – juin 2015 (cf. TRI n°447).



découvrir

19 En revues

20 Au fil des lectures

la vie des réseaux

I à VIII DOSSIER CENTRAL

Les jeunes veulent-ils encore reprendre la ferme de leurs parents ?

En agriculture, près de 70% des installations se font encore dans le cadre familial. Pourtant, des jeunes qui se projettent dans le métier font le choix de ne pas reprendre la ferme familiale. Leurs motivations éclairent les rapports entre générations sous un nouveau jour et suggèrent qu'aujourd'hui l'installation serait davantage choisie.



ABEAR VENDÉE

Faciliter l'approvisionnement local des cantines

Grâce à un site internet, les responsables d'établissements publics passent commande directement auprès de producteurs locaux.

Partie de la Drôme et du Puy-de-Dôme en 2012, l'initiative Agrilocal est aujourd'hui présente dans 23 départements. Il s'agit d'une plate-forme web gratuite sur laquelle les acheteurs publics peuvent passer commande auprès de producteurs locaux, inscrits dans un répertoire géoréférencé, tout en respectant le code des marchés publics. L'idée de départ était de faciliter l'approvisionnement en circuits courts, et de préférence bio, pour les cantines des établissements (collèges, maisons de retraite...). Tout l'intérêt de la plate-forme est d'informer les producteurs locaux qui ont la possibilité de répondre facilement et de façon sécurisée aux demandes. La Drôme, sous l'impulsion de son président d'alors, Didier Guillaume, a rapidement fait connaître son initiative auprès de l'Assemblée des départements de France et, dès 2012, le Puy-de-Dôme installait Agrilocal63.fr. Pour mutualiser le développement du logiciel ainsi que les bonnes pratiques, l'association nationale Agrilocal.fr est créée en 2013, co-présidée par les deux pionniers. Elle est propriétaire du logiciel et le met à disposition de chaque département adhérent. L'outil Agrilocal est déployé par chacun selon son contexte local et ses priorités politiques. Cette souplesse est une volonté forte de l'association, qui accompagne la mise en œuvre mais n'impose rien. Ainsi, la Drôme a paramétré le logiciel pour faciliter la sélection de produits bio locaux, alors que le Puy-de-Dôme cible avant tout la provenance lo-

cale. L'association nationale assure également la formation des usagers, le soutien informatique, des achats mutualisés ou l'animation auprès des chargés de mission de chaque territoire.

UN BESOIN D'ACCOMPAGNEMENT ET DE FORMATION

La Drôme dresse un bilan plutôt positif ; environ 10% du budget des cantines des collèges passe par la plate-forme Agrilocal (principalement pour des fruits et légumes), sachant que 60 à 80% de leurs dépenses totales sont déjà effectuées *via* les groupements d'achat. Les principales critiques faites au dispositif pointent des commandes

1 - *Via* des marchés à bons de commande et des accords cadres.

ponctuelles et hétérogènes, publiées au gré des besoins des cantines. Ce fonctionnement « au coup par coup » rend difficile, pour les producteurs, l'anticipation des productions ou l'organisation collective, par exemple pour optimiser la logistique. La deuxième version d'Agrilocal, prévue pour 2016, prendra en compte cette problématique, avec deux nouvelles modalités de marchés publics permettant aux acheteurs de contractualiser sur le long terme avec les fournisseurs locaux, jusqu'à quatre ans¹.

En définitive, si Agrilocal offre un cadre de communication et d'échange marchand sécurisé pour les acheteurs publics et les producteurs locaux, il doit aussi être accompagné de formations pour les restaurateurs et les producteurs. La plate-forme web y contribue par la mise à disposition d'informations complètes et ludiques (guides pratiques, vidéos, etc.). Des temps de rencontre entre restaurateurs et fournisseurs locaux sont parfois organisés, moments privilégiés pour que chacun comprenne les attentes et les contraintes de l'autre. Au-delà, l'organisation des producteurs locaux demeure un enjeu important pour pérenniser des circuits d'approvisionnement de proximité sur les territoires. D'autres initiatives collectives où des producteurs proposent une gamme complète, une logistique efficace, ainsi qu'une politique tarifaire coordonnée, existent. C'est le cas, par exemple, en Rhône-Alpes avec les associations Agri Court et ReColTer.

AGRICLOCAL, COMMENT ÇA MARCHE ?

1. CONSULTATION

- le responsable de cantine émet une commande en définissant ses besoins (produit, quantité, date de livraison...) et critères de choix (bio, qualité, prix...)
- le logiciel génère automatiquement un message (mail, sms, fax) aux producteurs locaux susceptibles de répondre à la demande

2. PROPOSITIONS

- les producteurs locaux intéressés peuvent envoyer leurs propositions *via* le logiciel

3. COMMANDE

- le responsable de cantine choisit l'offre d'un ou plusieurs producteurs selon ses critères de choix
- le logiciel émet une réponse (négative ou positive) à tous ceux ayant répondu
- un bon de commande est envoyé automatiquement aux producteurs retenus

4. LIVRAISON

- les producteurs livrent leurs produits au restaurant à la date convenue.

■ CÉCILE PRALY

OFFRE SPÉCIALE découvrez nos prochains dossiers



**Offre spéciale 15 euros
pour ces trois numéros
disponible :**

La fin d'année s'annonce riche en contenu avec les trois prochains numéros.
Au programme des dossiers :

- # en octobre (n°449) : **les liens entre agriculture et climat,**
élaboré en collaboration avec **Campagnes Solidaires**
- # en novembre (n°450) : **la difficile transmission familiale des exploitations,**
dossier réalisé avec **le MRJC**
- # en décembre (n°451) : **le développement de la finance solidaire et participative,**
en partenariat avec **la FNCivam**

Cet automne sera peut-être l'occasion pour vous de renouer avec la lecture de *Transrural initiatives* ou de la faire (re)découvrir à vos amis, collègues ou parents...

- sur la boutique en ligne (<http://boutique.transrural-initiatives.org>)
- ou sur simple demande par téléphone (01 48 74 52 88)
courrier électronique (transrural@globenet.org)
ou postal (7bis rue Riquet, 75019 Paris)

BON D'ABONNEMENT

Pour un abonnement d'un an (10 numéros) :

- Tarif normal : 55€ ; tarif réduit (étudiants, chômeurs, abonnements groupés – à partir de 5 personnes) : 45€ ; tarif association : 80€ ; tarif institution (bibliothèques, collectivités, services...) : 90€ ; tarif découverte (3 numéros) : 25€.
- À l'étranger : tarif normal : 65€ ; tarif institution : 95€.

Pour un abonnement 2 ans (20 numéros) : tarif normal : 95€ ; tarif association : 150€ ; tarif institution : 170€.

Nom : Société :

Prénom : Mail :

Adresse :

Comment avez-vous connu *Transrural*? :

Je souhaite recevoir une facture : OUI NON

**Si vous souhaitez faire découvrir la revue,
indiquez ici les coordonnées de la personne de votre choix, nous lui enverrons un numéro :**

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail :

